

Olmert : «En finir avec le gouvernement Hamas»

Propos recueillis à Jérusalem par Patrick Saint-Paul
13 juin 2006, (Rubrique International)

Le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, a accordé un entretien au «Figaro» à l'occasion de son arrivée à Paris.



Ehoud Olmert doit rencontrer aujourd'hui Jacques Chirac et Dominique de Villepin pour leur exposer son projet de retrait unilatéral de Cisjordanie. La France a répété à plusieurs reprises qu'elle s'opposerait à toute reconnaissance de frontières déterminées de façon unilatérale. Paris souhaite qu'Israël donne une chance au président palestinien, Mahmoud Abbas. Olmert s'est dit prêt à le rencontrer. Mais il juge qu'en cas d'échec des négociations Israël aura toute latitude pour «prendre son destin en main».

LE FIGARO. – Quel est l'objectif de votre tournée en Europe ?

Ehoud OLMERT. – Je souhaite développer une relation beaucoup plus étroite avec l'Europe. Je veux y exposer mon programme de réalignement (plan de retrait en Cisjordanie, NDLR) et discuter avec Jacques Chirac des différentes dimensions et opportunités liées à ce projet. Je veux aussi lui parler de mon désir de stabiliser la situation à la frontière nord d'Israël avec le Liban. Je considère que son action peut apporter une contribution majeure, pour changer la situation dans cette région.

La France affirme pourtant que les frontières entre Israël et les Palestiniens doivent être déterminées à travers des négociations.

En principe, la stratégie de la négociation a aussi notre préférence. Nous devons vérifier si ce choix est réaliste, s'il existe un partenaire. Pour l'instant, les Palestiniens s'entre-tuent, le Hamas est au gouvernement. Que se passera-t-il si, en dépit de nos efforts et de ceux des Européens et des Américains, rien ne se produit ? Devons nous attendre sans rien faire pendant encore 5, 10 ou 15 ans ? Je veux entendre les conseils du président Chirac et lui faire part de mes inquiétudes. Je veux voir s'il peut y avoir un cadre au sein duquel nous pouvons joindre nos forces pour faire avancer les choses, au cas où les Palestiniens ne seraient pas prêts.

Vous vous dites prêt à rencontrer Mahmoud Abbas. De quoi souhaitez-vous discuter avec lui, lui qui voudrait débattre du statut final d'un État palestinien ?

Les fantasmes sont le privilège des grands hommes. Mahmoud Abbas a le privilège de rêver. Mais, si l'on examine de façon réaliste la situation dans laquelle il se trouve, je rêve pour lui qu'il parviendra à s'imposer face au Hamas. Je rêve pour lui qu'il aura le pouvoir de forcer le Hamas à adopter et à appliquer les principes édictés par le Quartette. S'il accomplit tout cela, alors nous pourrions commencer à parler de la stratégie à long terme.

Il a adopté une attitude plus dure vis-à-vis du Hamas, en convoquant un référendum entérinant la solution de deux États. Devient-il un partenaire à vos yeux ?

Je le félicite pour ce début de nouvelle approche. Mais c'est une affaire interne à l'Autorité palestinienne. Dans le contexte de sa compétition avec son opposition, cela a peut-être un sens. Mais il convoque un référendum pour un projet qui ne constitue même pas le début d'un commencement pour des négociations entre nous et les Palestiniens. La lettre des prisonniers ne parle pas de désarmer les organisations terroristes. Elle leur offre au contraire un statut officiel. A aucun moment elle n'évoque la paix avec Israël, ni son droit d'exister. Pour nous, comme pour la communauté internationale, il existe trois principes : désarmer les organisations terroristes, reconnaître le droit d'Israël d'exister en tant qu'État juif au Proche-Orient et accepter tous les accords liant, depuis 1993, l'Autorité palestinienne à Israël.

Ce référendum risque d'entraîner l'organisation de nouvelles élections côté palestinien, quel espoir pouvez-vous offrir aux électeurs modérés ?

Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour renforcer le statut de Mahmoud Abbas, afin qu'il puisse remplir les critères permettant d'entamer un processus de paix. Je ferai tout ce que je peux pour subvenir aux besoins humanitaires des Palestiniens. Nous sommes prêts à participer aux initiatives pour transférer de l'argent à des fins humanitaires à l'Autorité palestinienne, y compris à travers le mécanisme envisagé par l'Union européenne, à condition que de l'argent ne soit pas versé pour les salaires de l'administration et qu'il n'y ait pas de soutien direct ou indirect à des agences gouvernementales.

Les Palestiniens cherchent un horizon politique...

C'est une perspective politique : je suis prêt à aider Mahmoud Abbas, parce que je veux qu'il soit la force dominante au sein de l'Autorité palestinienne.

Redoutez-vous que la tension dans les territoires ne conduise à une guerre civile et à un effondrement de l'Autorité palestinienne ?

Nous ne sommes pas loin de la guerre civile. Ils se tirent déjà dessus. L'Autorité palestinienne est aujourd'hui

dominée par une organisation terroriste, une bande de tueurs qui ont du sang sur les mains. Je crois que Mahmoud Abbas est l'instrument légitime des Palestiniens, pour essayer de changer les choses. Je crains aussi pour sa vie. C'est pourquoi nous avons autorisé la vente d'armes à sa garde présidentielle, pour le protéger. Évidemment, nous redoutons une confrontation violente au sein de l'Autorité palestinienne. La voulons-nous ? Non. Je veux que le gouvernement du Hamas s'effondre sans violence. Mais je veux aussi que ce gouvernement terroriste s'effondre, pour que des gens civilisés puissent prendre le contrôle et reconstruire l'Autorité, des gens avec lesquels nous pourrions parler.

Combien de temps êtes-vous prêt à attendre avant de lancer votre plan de «réalignement» en Cisjordanie ?

J'attendrai les Palestiniens, mais pas pour toujours. Si nous parvenons à la conclusion, après un délai raisonnable et en concertation avec nos partenaires de la communauté internationale, qu'ils ne sont pas prêts, nous avancerons sans avoir un accord. Aucune personne sensée ne peut exiger de nous d'attendre une minute s'il n'y a aucune chance de faire avancer les choses.

Votre plan de «réalignement» coupe la Cisjordanie en plusieurs morceaux, compromettant ainsi la contiguïté territoriale d'un futur Etat palestinien. Pourra-t-il être viable ?

Rien n'empêchera la contiguïté du territoire palestinien. Comment ? Cela reste à voir. J'ai des idées. Mais je ne suis pas en position de dévoiler tous les aspects du plan avant d'avoir exploré toutes les possibilités de négocier avec les Palestiniens.

Les Palestiniens rêvent d'un Etat avec Jérusalem-Est pour capitale. Etes-vous prêt à partager Jérusalem ?

Non. Jérusalem a été la capitale d'une seule nation à travers l'histoire. C'est la nation juive. Jérusalem restera toujours la capitale d'une seule nation. Elle est aussi la ville des juifs, des musulmans et des chrétiens. Elle restera ouverte, pour défendre la liberté religieuse de chacun.

La «barrière de sécurité» sera-t-elle la frontière définitive de l'Etat hébreu ?

La barrière de sécurité sera ajustée aux frontières, et non l'inverse. La ligne finale de la barrière sera déterminée par le tracé exact des frontières.

Ces frontières engloberont-elles les blocs de colonies ?

Dans sa lettre du 14 avril 2004, le président Bush dit qu'il comprend que, en dernière analyse, les changements démographiques auront un impact et qu'Israël ne devra pas se retirer de ces blocs d'implantations. Je souscris totalement à sa vision.

A propos de l'Iran, l'approche diplomatique suivie par les Etats-Unis et l'Union européenne peut-elle empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire ?

Je n'en suis pas certain. Mais c'est une étape incontournable pour trouver une réponse à cette question. Nous sommes tous déterminés à ne pas permettre aux Iraniens de posséder l'arme nucléaire. Cela aurait un effet dévastateur sur le monde entier. Cela forcerait d'autres pays, notamment dans le Golfe, à se doter de l'arme nucléaire, menaçant la stabilité du monde. Nous ne sommes pas le principal acteur dans cette affaire. Il est de la responsabilité des grandes puissances et des Nations unies de joindre leurs efforts pour combattre efficacement cette menace.